

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 06/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CONSTELLIUM ISSOIRE

BP 42 - ZI Les Listes
63500 Issoire

Références : 20240206-RAP-63-0133-InspSuiteIncidentConstellium
Code AIOT : 0005600372

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/02/2024 dans l'établissement CONSTELLIUM ISSOIRE implanté BP 42 - ZI Les Listes 63500 Issoire. L'inspection a été annoncée le 29/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée suite à un incident survenu le 26 janvier 2024 à 20h40. Une explosion a eu lieu dans l'installation Granivore. Il s'agit d'une installation de traitement des émissions des fours de maintien (affinage de l'aluminium) lors des opérations d'injection de chlore. Les émissions sont canalisées vers l'entrée de Granivore, puis refroidies par injection d'eau. Elles sont ensuite lavées à la soude (dans le laveur Granivore - lieu de l'incident) puis filtrées dans un électrofiltre.

Un même type d'évènement a eu lieu en 2017. Des actions correctives avaient été identifiées et la cause qui avait été retenue était le passage de dépôts réactifs contenus dans les conduits vers l'installation de traitement puis réaction avec la soude, création d'hydrogène et explosion. Cette analyse n'était cependant pas complètement affirmative sur la cause à retenir.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CONSTELLIUM ISSOIRE
- BP 42 - ZI Les Listes 63500 Issoire
- Code AIOT : 0005600372
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'installation est un site classé SEVESO seuil bas. Elle est spécialisée dans la transformation de l'aluminium en demi-produits pour les industries de l'aéronautique, les transports routiers, la mécanique, la chaudronnerie et les transports maritimes. Elle fabrique en particulier des tôles fortes, des tôles minces, des bobines, des produits filés...

L'usine comprend les 5 ateliers suivants :

- fonderie (approvisionnement, fusion et parachèvement),
- fonderie Airware (alliage aluminium / lithium),
- atelier tôles fortes,
- atelier tôlerie,
- atelier filage.

Thèmes de l'inspection :

- Risque surpression/projection

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance des rejets	Arrêté Préfectoral du 28/05/2021, article 3, 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Incidents ou accidents: déclaration et rapport	Arrêté Préfectoral du 08/07/2005, article 2.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/07/2005, article 2.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
4	Pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 08/07/2005, article 3.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Contrairement à l'évènement de 2017, l'exploitant a informé rapidement l'inspection. De plus, les effets ont été limités et les réparations n'ont duré que deux jours. La production a donc repris dès le dimanche soir.

Cependant, un système d'épuration (dévésiculeur en sortie de granivore) est toujours partiellement défectueux : il devra être remplacé dès que possible. Les analyses en cheminées devront également venir confirmer le bon fonctionnement de l'installation suite à l'incident.

L'exploitant doit réaliser une analyse des causes et déterminer pourquoi les actions identifiées depuis 2017 n'ont pas suffi pour éviter le renouvellement de cet évènement. Une étude des actions de 2017, mises en place ou non retenues, est également à transmettre à l'inspection. Au besoin, l'exploitant s'attachera les services d'un prestataire en capacité de l'aider à mieux comprendre l'origine de cette explosion.

Enfin, l'exploitant devra estimer les rejets supplémentaires induits par le fonctionnement de l'installation F128 lorsque le traitement des fumées n'était pas effectif (285 minutes de traitement d'après les données déclarées le jour de l'inspection).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/05/2021, article 3, 4
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : [...] "Rejet n°4: fours de maintien F109, F111, F112, F124 et F128 Nature des rejets: Poussières, HCl, métaux, Nox, dioxines, Cl ₂ , HF Filtre Granivore: quench + lavage des gaz à la soude pour déchloration + filtre électrostatique" [...] Valeurs de rejet à l'atmosphère - débit autorisé 15 000 m ³ /h - vitesse d'éjection des gaz 8 m/s - poussières: 5 mg/m ³ et 75 g/h - HCl et autres composés inorganiques du chlore: 10 mg/m ³ et 150 g/h - Cl ₂ : 1 mg/m ³ et 15 g/h - HF 1 mg/m ³ et 15 g/h - métaux totaux (Sb, As, Pb, Cr, Co, Cu, Sn, Mn, Ni, V et Zn): 5 mg/m ³ et 75 g/h - Cd+Hg+Ti: 0,1 mg/m ³ et 1,5 g/h - dioxines/furannes 0,1 ng I-TEQ/Nm ³ et 1,5 µg/h (prélèvement 6 heures)
Constats : L'exploitant a fait réaliser un contrôle des émissions de l'installation mardi 30 janvier (installation remise en service le 28 janvier au soir). Cependant, les mesures n'ont pu être réalisées que sur une heure puisque l'installation a été arrêtée pour de nouvelles réparations (soudages pour éviter les fuites de soude). Une nouvelle mesure de tous les paramètres sera réalisée le 8 février 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection les résultats des analyses dans les meilleurs délais et proposera des actions correctives en cas de non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant: résultats du contrôle des rejets Granivore
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Incidents ou accidents: déclaration et rapport

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2005, article 2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, rapport incident
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport

<p>d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection environ 11 heures après l'évènement.</p> <p>Une première analyse des causes a été réalisée et partagée avec l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Un rapport plus complet, <u>identifiant les causes profondes</u>, devra être transmis sous 1 mois (en effet, devant la complexité du phénomène un délai de 15 jours semble inapproprié). Au besoin, l'exploitant s'attachera les services d'un prestataire en capacité de l'aider à mieux comprendre l'origine de cette explosion.</p> <p>Le modèle de rapport est disponible ici: https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr/en-cas-daccident/informer-linspection-des-installations-classees-dun-accident/.</p> <p>Il devra mettre en place les actions préventives et correctives identifiées dans les meilleurs délais.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant: rapport d'incident</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Consignes d'exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2005, article 2.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Consignes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un évènement similaire avait eu lieu en 2017. L'exploitant avait alors défini des actions correctives et la nécessité de mettre en place des procédures.</p> <p>Cependant, lors de l'inspection suite à l'évènement de 2024, l'exploitant n'a pas pu transmettre à l'inspection de procédure encadrant le fonctionnement et le suivi de l'installation.</p> <p>Certains points identifiés en 2017 étaient bien mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none"> • consignation pour interdire l'accès à l'installation en fonctionnement, webcam utilisable pour la levée de doute (cependant non reliée au poste de garde, disponible qu'en local, à proximité de l'installation), • clapet casse vide en amont du ventilateur, • mise à l'air libre du circuit au sommet de la tour pour les phases d'arrêt (nettoyage du

<p>circuit suite à traitement dans un four de maintien).</p> <p>La mise en place de disques de rupture a également limité l'impact de l'explosion.</p> <p>Les éléments suivants n'ont pas pu être démontrés lors de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mesure de dépression et débits dans chaque tuyauterie (cependant une mesure de température des fumées des fours de maintien est suivie et permet de déclencher des nettoyages de conduits), • mise à l'arrêt du Granivore sur détection de température supérieure à 70 °C, • mesure de débit en amont de l'électro filtre avec seuil d'alerte calé à 2000 m³/h (non abordé lors de l'inspection). <p>D'autres éléments avaient été initialement identifiés par l'exploitant mais n'avaient pas été repris dans le rapport transmis à l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vérification de l'état des buses et des rampes d'injection de soude (fait à chaque arrêt technique), • mise en place d'une détection incendie dans le local Granivore avec report au poste de garde (en place), • vérification de l'altimétrie des conduits (des fours de maintien à l'installation) afin d'éviter les dépôts : non réalisé. L'exploitant a indiqué que sur ce sujet, des modifications ont eu lieu depuis 2017 (ajout de conduits de filtration dans la fonderie) qui auraient plutôt dégradé les conditions de circulation des fumées des fours de maintien.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra faire une analyse exhaustive des modifications réalisées sur l'installation et sur sa gestion depuis 2017. Il comparera aux préconisations identifiées fuite à l'évènement de 2017. Suite à l'analyse réalisée sur l'évènement de 2024, il complètera son plan d'actions et synthétisera toutes les barrières de sécurité définies pour cette installation (tant au niveau des points techniques qu'organisationnels).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant: synthèse des modifications apportées et comparaison au plan d'action de 2017, Demande d'action corrective : mise en place d'actions correctives</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 4 : Pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2005, article 3.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions accidentelles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant devra estimer la quantité de polluants rejetés sans traitement. En effet, le F128 a fonctionné 285 minutes sans traitement des émissions (3 traitements de 75 minutes et 2 de 30 minutes).</p> <p>Ce fonctionnement avait été accepté par l'inspection à titre exceptionnel (cependant il avait été</p>

demandé de maximiser les produits dont la durée de traitement était inférieure à 60 minutes et de réduire tous les traitements de 5 minutes).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera les productions réalisées sur le F128 et estimera les émissions non traitées rejetées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant: justification et estimation des émissions sans traitement
Proposition de délais : 1 mois